

AUGMENTEZ LES SALAIRES!



Campagne Salaires N°3

Tous dans l'action, le 11 octobre c'est nécessaire et urgent !

- Le pouvoir d'achat des ménages a baissé de 0,6% en 1an selon l'Institut national de la Consommation !
- 13,5% de la population (soit 8,2 millions de personnes) vit en dessous du seuil de pauvreté (moins de 954 € par mois) selon l'INSEE !

- Fioul : +19%
- Essence : +13%
- Gaz : +11%
- Electricité : +6%
- Fournitures scolaires : +7%...

Exigeons immédiatement :

- 300 € pour tous
- Smic à 1700 €
- Augmentation des salaires, des revenus de remplacement et des pensions !

Tout augmente sauf les salaires, les revenus de remplacement et les pensions : il devient plus qu'urgent de se mobiliser !

Seize patrons et grandes fortunes françaises se sont déclarés favorables à une taxation des revenus des «ultra riches» mais à condition qu'elle soit «exceptionnelle» (!) et «raisonnable» (!).

La politique mise en oeuvre par le gouvernement - aux ordres des marchés financiers et du patronat - se traduit depuis des années par la casse de l'emploi, des services publics, de la protection sociale, le gel ou très faibles évolution des salaires...

Ce qui est sûr, c'est que le nouveau plan de rigueur n'a rien «d'exceptionnel», ni de «raisonnable» pour le monde du travail - qui produit la richesse -, les privés d'emploi et les retraités !

Nous ne nous laisserons pas berner par des pseudo-mesures envers les grandes entreprises, établissements financiers ou plus gros revenus qui ne servent qu'à légitimer l'austérité surtout pour le plus grand nombre !

Comment pourrait-on croire un gouvernement qui depuis 2007 met en place des mesures uniquement en faveur des riches : bouclier fiscal, allègement de l'ISF, niche fiscale Copé...

La taxe sur les hauts revenus n'est que de la poudre aux yeux ! Les patrons du CAC 40 sont les mieux payés d'Europe !

Même la Cour des comptes a déclaré que les 2 tiers des déficits actuels sont dûs à la politique sarkozy !

A titre d'exemple :

- Exonération des cotisations sociales patronales = 32 milliards d'euros par an !
- Défiscalisation des heures supplémentaires = 6 milliards d'euros par an !

Ce type de cadeaux fait au patronat ont des conséquences sur l'emploi et aggravent le «déficit» de la sécurité sociale !

186 millions d'heures supplémentaires représentent 450 000 emplois annuels non créés !

Pour la CGT

C'est le manque de recettes qui crée le déficit public pas les dépenses publiques ! Plus de chômage et moins de consommation c'est moins de rentrées financières pour l'état et la sécurité sociale !

Il faut que cela change et ce n'est certainement pas au monde du travail, aux privés d'emploi et aux retraités de payer l'addition d'une crise dont-ils ne sont en rien responsables !

Les imposteurs ce sont ceux qui «sous couvert de santé publique» augmentent les taxes sur les alcools, tabac, sodas et qui dans le même temps doublent la taxation (de 3,5% à 7% !) des complémentaires santé avec le risque d'exclure un grand nombre de personnes de l'accès aux soins et du droit à la santé !

La CGT s'élève contre toute stigmatisation des pauvres : le rapport de la commission d'évaluation des comptes de la sécurité sociale précise que «sur les 20 milliards de fraude sociale, 17 à 18 milliards ce sont les patrons qui ne versent pas les cotisations sociales à l'URSSAF»!!! Qui sont les fraudeurs ?

Cela est inacceptable ! L'argent existe et nous devons tout mettre en oeuvre pour exiger une autre répartition des richesses !

OUI C'EST POSSIBLE !

La CGT propose 10 axes et fait la démonstration que d'autres choix sont possibles !

Les revenus du capital doivent être taxés comme les revenus du travail. Il est injuste et inacceptable que les français les plus riches paient moins d'impôts sous prétexte que 90 % de leurs revenus sont tirés du capital !

Cela doit passer pour la CGT par une réforme structurelle de la fiscalité fondée sur la justice sociale et la solidarité !

Face au coup de force de ce gouvernement pour imposer le «Pacte Euro Plus», la «règle d'or» au mépris de toutes les règles démocratiques, la riposte s'impose !

Partout en Europe le mécontentement grandit : 83 syndicats qui composent la CES sont hostiles au pacte euro Plus et manifesteront le 17 septembre en Pologne pour dire non à l'austérité !

Contre la «règle d'or», le 6 septembre grève générale en Espagne, en Italie, le 1er octobre au Portugal...

Le Pacte Euro plus =

- Bloquage des salaires ;
- Augmentation du Chômage ;
- Casse des services publics ;
- Casse de la sécurité sociale et de la protection sociale ;
- Flexibilité du travail ;
- Retraites par capitalisation...

C'est pourquoi la CGT dit NON !

La règle d'or =

Véritable chape de plomb qui veut institutionnaliser l'austérité et la casse de tous les acquis sociaux dans tous les pays européens baillant ainsi le droit fondamental à l'expression démocratique des peuples !

C'est pourquoi la CGT dit NON !

**RIEN N'EST INÉLUCTABLE !
D'AUTRES CHOIX SONT NÉCESSAIRES ET POSSIBLES !**

Réduire les déficits ne doit pas se traduire par une réduction des dépenses au service des besoins vitaux des peuples (éducation, santé, logement...)

Exigeons la relance de l'emploi, l'augmentation générale des salaires dans les secteurs publics et privés (ouverture immédiate des négociations annuelles sur les salaires partout !)

Exigeons la revalorisation des revenus de remplacement et des pensions !

En cette rentrée, la nécessité et l'urgence d'agir partout dans l'unité la plus large doivent être au rendez-vous pour élever le rapport de force :

La mobilisation doit conduire à une augmentation générale de notre pouvoir d'achat génératrice de croissance économique !

**NON À L'AUSTÉRITÉ !
OUI À UNE AUTRE RÉPARTITION DES RICHESSES !**

LE 11 OCTOBRE 2011

**TOUS DANS L'ACTION, EN GRÈVE ET MANIFESTATION
ENSEMBLE NOUS GAGNERONS !**